

Rapport d'activités 2013 Partie Sud (Afrique)

Le travail du comité

Le comité

Le comité a travaillé sur les projets en Afrique ainsi que les activités d'information en Suisse. Il est composé de 7 personnes, François Aubert, Alfi Brungger, Reto Cadotsch, Pierrette Gaudin, Gail Hunter, Brigitte Studer et Annette Zimmermann. Le Comité a tenu 10 séances en 2013 et les différents groupes de travail thématiques se sont rencontrés à de nombreuses reprises sur des aspects et projets spécifiques.

La réflexion du Comité a porté cette année sur

- **l'évolution de nos projets au sud**

Plusieurs projets arrivant à terme, nous avons entamé une réflexion plus générale sur la suite à donner à partir d'une analyse des enjeux actuels pour les organisations paysannes ;

- **les événements au Mali** : très touchés et préoccupés, nous avons choisi comme thème de notre assemblée générale 2013 un échange sur la situation au Mali, en présence de Baganda Sakho et introduite par Annette Zimmermann ;
- **la réalisation de films** par Adrien Fernex, civiliste; ils présentent deux de nos partenaires de longue date;
- **les interventions dans les écoles** sur les thèmes des rapports Nord Sud, de la souveraineté alimentaire et de la migration.

En 2013 le Comité a également développé des collaborations avec d'autres associations membres de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC):

- sur un projet de formation dans le cadre du projet des caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) avec l'association RAFAD ;
- une réflexion sur un rapprochement avec la Commission internationale d'Uniterre ;
- la participation active à l'étude sur la souveraineté alimentaire en Afrique, réalisée par un groupe d'une dizaine d'associations de la FGC.

Mission en Afrique

Une mission au Sénégal de notre présidente Brigitte Studer en février 2014 a eu comme but principal de participer à la rencontre annuelle de nos partenaires du projet de lutte contre le VIH/sida dans la région du fleuve Sénégal. Elle a également donné l'occasion de visiter les responsables du projet CLEC à Tabanding, Baganda Sakho de Koar, ainsi que l'association Uphorbak à Bakel.



FGC

Jardins de Cocagne étant membre de la FGC, nous participons régulièrement aux assemblées générales et aux espaces de réflexion proposés. La FGC ayant connu une situation difficile au niveau financier et politique en 2013 (voir le chapitre sur la FGC), l'implication des membres du Comité dans le travail de la FGC a été plus conséquente cette année.

D'une part, le nombre d'associations membres a fortement augmenté ces dernières années arrivant à 62 aujourd'hui. De plus, une modification du règlement a permis d'augmenter les montants maximum accordés à un projet, et a permis



d'augmenter les montants maximum accordés à un projet, et de prolonger à 3 ans sa durée. En même temps, le budget de la FGC est resté stable. Si les communes ont proposé des contributions plus importantes, le Canton a par contre voté une diminution de CHF 500'000.- du budget alloué à la FGC, malgré un travail de lobby conséquent. Après avoir dû limiter les montants alloués aux projets et retarder le démarrage des nouveaux projets, la FGC a entamé un processus de réflexion sur une répartition équitable entre les différentes associations et types de projets.

Un membre du comité a pu bénéficier d'une formation sur la gestion de projet (IHEID) grâce au soutien de la FGC.

La campagne 0,7%

La FGC, avec l'appui des associations membres dont Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud, a mené une lutte importante pour un engagement de 0.7% du budget cantonal pour la solidarité internationale. Une pétition, signée par plus de 14'000 personnes et déposée en septembre 2013, demande l'application de la Loi sur le financement de la solidarité internationale (LSFI). Votée en 2001, cette loi prévoit de consacrer 0,7% du budget cantonal à la solidarité internationale, qui couvre les domaines des droits humains, de la promotion de la paix, de l'action humanitaire et de la coopération au développement. Or, la contribution du Canton de Genève stagne depuis plus de dix ans à 0,2% de son budget de fonctionnement.

Travail d'information

Films sur la vie et les luttes de nos partenaires africains

Nous avons la chance dans notre association de bénéficier d'heureuses convergences! Suite à des rencontres, nous avons engagé des civilistes pour partir dans notre région, qui pour rapporter des dessins ou des photos qui ont constitué la base de deux expositions et brochures, qui pour rédiger des articles sur les enjeux des organisations paysannes et de la souveraineté alimentaire. Ils s'appellent Oscar Baillif, Serge Boulaz et Michaël Rodriguez.

En 2013, c'est Adrien Fernex qui nous a contactés. Technicien vidéo, il connaît également bien le monde agricole à travers l'activité professionnelle familiale. Nous avons obtenu du Service Civil et de la FGC l'approbation pour un projet de réalisation et de diffusion de deux films qui mettent en valeur notre collaboration avec Baganda Sakho, un de nos partenaires historiques, et l'Association Clinique Counseling de l'Hôpital de Tambacounda (cf. article dans ce rapport sur le projet VIH/sida).

Après une période de mise au courant, Adrien a passé trois mois au Sénégal de décembre 2013 à mars 2014 pour connaître les partenaires et tourner les images.

Ces films abordent les thèmes comme le VIH/sida, la mobilisation de la société civile, la souveraineté alimentaire et l'accaparement des terres. Ils seront utilisés comme outils de sensibilisation à Genève et sur place. Ils illustrent l'intérêt d'un soutien financier dans la durée pour déboucher sur un type de développement qui a des effets durables. Ils mettent en valeur le dynamisme et l'engagement de nos partenaires africains.

La première diffusion - d'une version de travail - a eu lieu à l'occasion de notre AG. Le travail de finition est encore en cours, les films seront ensuite disponibles sur simple demande.

Information dans les écoles

Au cycle d'orientation

Grâce aux contacts établis avec des maîtres de géographie de Bois-Caran, nous avons continué quelques interventions dans des classes de 11ème degré.

Les thèmes abordés étaient essentiellement la souveraineté alimentaire et nos projets en Afrique. Nous avons travaillé à partir de photos et de tableaux synoptiques, traitant des 5 thèmes précis définis au Forum de Nyéléni (forum sur la souveraineté alimentaire organisé au Mali en 2007):

- Pouvoir disposer de fonds publics
- Valoriser le rôle des femmes
- Protéger les semences
- S'organiser pour obtenir un juste prix pour la production agricole
- Garantir l'accès à la terre

Nous avons aussi donné aux élèves quelques documents : Le tiré à part du Courrier sur les CLEC,

un lexique, quelques réflexions sur l'agriculture ici ou ailleurs.

Les élèves ont bien participé à ces animations, l'ambiance générale était très positive.

En octobre, nous avons envoyé à nouveau une lettre circulaire aux RD de géographie du Cycle d'orientation, ainsi qu'aux bibliothécaires et aux médiathèques du post-obligatoire. A la lettre, nous avons joint en pièces attachées un descriptif de l'exposition, et les articles et interviews de Michaël Rodriguez.

Suite à cet envoi, la bibliothécaire du Collège du Marais nous a demandé de venir monter l'exposition en février 2014, et le responsable des médiathèques du C.O. va sonder ses collègues pour organiser un tournoi de l'expo dans les bâtiments du C.O.

Nous avons préparé un quizz concernant les panneaux de l'exposition, pour aider un public d'élèves à bien lire les textes.

Nous espérons que le film d'Adrien Fernex pourra être utilisé pour le public scolaire.

L'exposition « 3 milliards de paysans nourrissent le monde » a été présentée à la Semaine du Goût en octobre à Lausanne.

Par ailleurs, nous avons eu une demande pour monter l'exposition au printemps 2014 au Pavillon Nature de La Perle du Lac - Association La Libellule.

La promotion de la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire dans les projets de développement

En 2011, la FGC a initié un travail de recherche et de réflexion sur la promotion de la souveraineté alimentaire dans les projets de développement. Il s'agit de renforcer les organisations et structures paysannes au Sud dans leur engagement pour la souveraineté alimentaire. Souvent, dans le monde du développement actuel, les projets sont montés sans s'appuyer sur les acteurs locaux, sans respect des dynamiques de société sur place. Des projets hors sol, au mieux détachés de la réalité sociale, au pire en conflit avec elle.

Le but de l'étude est de développer des informations sous forme de « cahiers » et de « fiches thématiques » à l'adresse des associations membres de la FGC, mais aussi des acteurs du Sud qui les aident à orienter les projets favorisant la production agricole, la maîtrise des marchés, l'indépendance envers les fournisseurs d'intrants (comme les semences), la défense des terres contre l'accaparement, le lobbying politique, la formation, etc.

Un groupe de pilotage composé de représentants d'associations membres de la FGC et la cheffe de projet Anne Gueye ont accompli un important travail d'orientation des travaux. En automne 2013, une rencontre à Genève a rassemblé les porteurs du projet à Genève et les responsables des enquêtes au Sud, au Mali/Sénégal, au Burundi/Congo et au Cameroun. Les rapports des trois régions ont apporté des informations et analyses riches, à exploiter dans la suite. Un premier atelier est prévu à Djimini au Sénégal à l'occasion d'une foire de semences organisée à intervalles réguliers.



ParticipantEs à l'atelier de Djimini au Sénégal en 2014

La situation de la FGC : enjeux et défis

La Fédération a été confrontée à une situation difficile en 2013, au niveau financier comme au niveau politique. Vu l'importance des répercussions sur le travail du Comité, nous tenons à vous en informer de manière détaillée.

D'une part, le nombre d'associations membres a fortement augmenté ces dernières années pour arriver à 62 aujourd'hui. D'autre part, les requêtes pour des projets dans les pays du Sud ont sensiblement progressé, signe de vitalité des associations membres. Toutefois, les recettes disponibles pour les projets n'ont pas augmenté dans la même mesure. Pire, en janvier 2014, la

Commission des Finances du Grand Conseil genevois a proposé aux députés une diminution de CHF 500'000.- par an sur le projet de loi allouant CHF 3'000'000 par an à la FGC pour la période 2013-2016. Malgré un travail de lobby, la coupe a malheureusement été approuvée par une très courte majorité (PLR, UDC, MCG), et cela malgré l'avis contraire des conseillers d'Etat, MM. Longchamp et Maudet. Une augmentation des contributions des communes genevoises a quelque peu atténué les effets de la diminution, mais la FGC a dû réduire les budgets des projets de développement : 5% pour les projets en cours de réalisation, 10% pour les projets en examen et 30% pour les extensions de projets.

Elle a également retardé le démarrage des nouveaux projets. Par ailleurs, comme le financement des projets en 2014 et 2015 s'annonce également difficile, elle a entamé un processus de réflexion sur une répartition financière équitable entre les différentes associations et types de projets.

Conséquences de la coupe

Les conséquences de ces mesures sont évidentes. Ce sont les partenaires et leurs projets dans les pays du Sud qui souffriront du manque de ressources. CHF 500'000, ce n'est pas beaucoup par rapport au budget du Canton; mais, c'est une somme conséquente pour le Sud. Quand nos partenaires s'engagent avec autant de volonté au Sénégal, au Mali et en Mauritanie pour soutenir les paysans, renforcer la société civile, se défendre contre l'accaparement des terres, assurer l'éducation des filles, faire de la prévention et accompagner des personnes touchées par le VIH/sida, offrir des possibilités d'emploi à des jeunes qui risqueraient leur vie en traversant la Méditerranée, la décision du Grand Conseil nous reste en travers de la gorge!

Elle est également un vrai camouflet pour les milliers de personnes de notre Canton qui s'engagent bénévolement, qui dans le travail au sein de la FGC (7'000 heures par an et aucun jeton de présence!), qui dans les associations membres. Elle est parfaitement indigne d'un canton qui a une vocation de solidarité internationale et qui devrait, au contraire, être fier de l'engagement de ses habitants au profit des populations défavorisées de la planète ... et les encourager!



Hajiratou Khaidou Ba, la maire de Gouraye, Mauritanie

Quel genre de projets? Est-ce du gaspillage d'argent?

Les projets soutenus par la FGC sont pensés et menés par les partenaires sur le terrain. Ce ne sont pas des projets 'mammouth' imposés depuis l'Europe, mais des initiatives qui changent véritablement la vie des populations locales et parfois les politiques publiques d'une région. Deux petits exemples concernant les projets appuyés par Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud et dont vous avez déjà eu un écho dans notre bulletin No. 65 :

- La seule femme maire du Guidimakha en Mauritanie, venue à la rencontre annuelle des partenaires du projet VIH-sida, a expliqué que c'était en grande partie grâce aux projets soutenus par notre association il y a plusieurs années (formations, associations féminines) qu'elle a progressé vers un tel poste de responsabilité, et malgré un environnement très fermé. Nous avons pu constater son fort engagement en faveur du bien-être de ses concitoyens.
- Dans les années 1990, notre association a soutenu le maraîchage au bord de la rivière Kolimbini au Mali. Les graines étaient semées! C'est maintenant une nouvelle association, les Planteurs et Maraîchers de Maréna qui s'est développée. Nous avons pu contribuer au coût d'un microbarrage qui permet d'irriguer 50 hectares ... et d'offrir une activité rémunératrice à de nombreux jeunes qui seraient sinon partis en migration. Saluons d'ailleurs la mobilisation importante de la population : plus de 600 personnes ont travaillé pour l'approvisionnement du chantier en pierres.

Les arguments pour la coupe ... et la réalité

Parmi les raisons invoquées pour la coupe étaient "l'opacité" du fonctionnement de la FGC, ses frais administratifs, le manque de contrôles financiers ainsi que de rapports et d'évaluations démontrant l'efficacité des projets financés, un manque de neutralité dans le travail d'information et le déficit du Canton. Nous aimerions donc rappeler ici quelques points importants :

- La Fédération a pour but de favoriser dans le monde un développement fondé sur la justice et la dignité humaine; elle est politiquement neutre. Ses deux moyens d'action sont la coopération internationale au développement avec le Sud et l'information, la sensibilisation et le débat au Nord.
- Les rôles de la FGC, des associations membres, des bailleurs de fonds sont clairement définis. Tous les projets des associations membres, financés par la DDC et les collectivités publiques genevoises, ont été examinés en profondeur par la Commission technique de la FGC; les associations fournissent annuellement pour chaque projet des rapports techniques et

financiers ainsi qu'à la fin de la phase, un audit effectué sur le terrain. Le tout est encore contrôlé rigoureusement par la FGC. Des évaluations sont également menées à intervalles réguliers. Des améliorations sont proposées. L'efficacité et l'impact des projets sont au cœur de ses préoccupations. De même, un effort particulier est mis sur la formation continue, les échanges entre les associations et des événements, comme le Carrefour de la Solidarité, qui mettent de grandes thématiques comme la migration et la souveraineté alimentaire à la portée de la population du Canton. Tout ceci a un coût, mais qui reste très modeste.

- La FGC pratique une grande transparence : Sur son site internet, on trouve les détails de son

fonctionnement ainsi qu'un descriptif de chaque projet approuvé, le montant du budget et l'indication des bailleurs de fonds. Toutes les collectivités publiques et tous les députés reçoivent par la Poste le rapport annuel et, sur simple demande, peuvent avoir accès aux comptes détaillés, contrôlés par une fiduciaire. Depuis sa fondation en 1966, aucune erreur ou malversation n'a été constatée. Par ailleurs, le Service de la Solidarité internationale du Canton contrôle la mise en œuvre du contrat de prestations qui comporte des objectifs précis et un nombre impressionnant d'indicateurs de résultats. Il effectue également des évaluations des projets réalisés.

L'espoir est permis!

Notre constat est que les débats au Parlement ont traduit une certaine méconnaissance du dossier. Comme certains députés ont dit être prêts à reprendre la discussion, nous espérons qu'ils se forgeront une nouvelle opinion en lisant les

documents produits par la FGC et ses associations membres, en visitant le site internet <http://fgc.federeso.ch/fr/fgc>, en consultant le contrat de prestations avec l'Etat de Genève et en constatant les résultats obtenus chaque année.

Avec nos partenaires sur le terrain, nous formulons le vœu que le Grand Conseil rétablisse la contribution à CHF 3'000'000 pour l'année 2015.

Dernières nouvelles ...

Notre correspondant au Sénégal pour le projet des **Caisses locales d'Épargne et de Crédit (CLEC)**, Ciré Bâ, et un de leurs initiateurs, Baganda Sakho, passeront à Genève début novembre. On va sans doute organiser une soirée avec eux, témoignes passionnants sur des initiatives pour le développement de leur région.

Lancement de l'initiative d'Uniterre

Souveraineté alimentaire, mais pourquoi donc ?

Parce que l'agriculture et l'alimentation doivent redevenir l'affaire de tous.

Nous, paysan-ne-s et consommateurs-trices de Suisse, devons être en mesure de décider souverainement de ce que nous souhaitons retrouver dans notre assiette tout en prenant garde de ne pas le faire au détriment d'autres régions du monde. Au fil des ans, nous avons été dépossédés de nos pouvoirs de décision. Les politiques se sont désengagées de leur rôle visant à déterminer de véritables politiques alimentaires durables pour laisser plus de place aux intérêts économiques à court terme.

Demandez des feuilles de signature sur www.souverainete-alimentaire.ch

Soutenir le travail des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

- ☐ Devenir membre de soutien
- ☐ Faire un don pour un projet ou le travail de Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud, **demandez un BV ou utilisez le CCP ci-dessous**
- ☐ Participer aux activités des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud
- ☐ Diffuser notre bulletin

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____

E-mail : _____

Tél.: _____

Les Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

66 ch. des Plantées
1285 Sézegnin-Athenaz

www.cocagne.ch - solisud@cocagne.ch
CCP 30-175347-2

Membre de la
Fédération
genevoise de
Coopération
(FGC)

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**